

36 **Le grand entretien**

LA VOIX DU NORD MERCREDI 5 AVRIL 2023

« L'or bleu n'a jamais aussi bien porté son nom »

Expert international, Franck Galland est l'un des meilleurs spécialistes européens de la géopolitique de l'eau.



PAR CHRISTIAN CANIVET
canivet@lavoixdunord.fr
PHOTOS SÉBASTIEN JANRY ET EPA



Sécheresses à répétition, pénurie, conflits d'usage... Les événements de Sainte-Soline autour des méga-bassines ont fait monter d'un cran les tensions autour de l'eau. Grand entretien avec Franck Galland, expert international en matière de sécurité de cette ressource.

1074

— Comment l'été 2023 se présente-t-il ?
Allons-nous vers une nouvelle sécheresse ?
« L'été dernier nous a confrontés à une sécheresse longue et intense, avec une pluviométrie qui a chuté de 30 %, plus d'un million de communes sans eau potable, des cours d'eau à sec, sans oublier les terribles incendies qui en ont découlé. L'or bleu n'a jamais autant mérité son nom. Et ce que nous avons vécu s'inscrit complètement dans les schémas de changement climatique, où l'on voit alterner des périodes sèches au printemps, à l'été et à l'automne et des épisodes d'intense pluviométrie où en trois jours il pleuvra l'équivalent de plusieurs mois. S'il y a toujours des gens pour être dans le déni, ce dernier s'évapore au regard d'une réalité qui s'impose à nous et avec une vitesse insoupçonnée. Ce qui nous arrive, on pensait que ça arriverait à l'horizon 2030, 2040. Le fait nouveau cette année, c'est aussi cette sécheresse hivernale. Nous avons deux mois de retard sur la recharge des nappes d'eau souterraines. Nous sommes au pied du mur. »

— Peut-on craindre des pénuries d'eau cet été ?
« Le risque est fort sur des communes qui dépendent des cours d'eau, des seules précipitations ou de nappes souterraines à risque. En France, 66 % de l'eau potable est souterraine, on tombe à 10 % en Vendée. Le Sud-Ouest dépend à 90 % de la pluie. Pour cet été, nous ne sommes pas prêts. On aura recours sans doute à des plans d'urgence secours en fournissant de l'eau en bouteilles — Dunkerque avait ainsi distribué 600 000 bouteilles d'eau en 4 jours en 2019, suite à un incident technique, c'est une vraie logistique —, on devra passer dans une logique de défense civile en faisant circuler des camions-citernes amenant de l'eau d'un point A à un point B. On peut toujours aussi engager des plans de coupure d'eau mais tous les professionnels vous le diront, la remise en eau, c'est catastrophique. Au-delà, le problème est aussi celui de la pollution de l'eau qui augmente avec la baisse du niveau des nappes et la hausse de sa température. »

— Les Hauts-de-France s'en sortent plutôt mieux là-dessous...
« L'immense majorité de l'eau potable du bassin vient de la nappe souterraine. C'est une chance. Mais il faut être très vigilant, y compris dans votre région, qui n'est plus épargnée. À terme, ces sécheresses vont

avoir des conséquences lourdes sur de nombreux territoires, sur leur agriculture bien sûr, mais aussi sur leur attractivité industrielle. Dans un *déjà*, refroidir les serveurs consomme énormément d'eau. Tout comme dans les centrales nucléaires. Pour produire des semi-conducteurs, il faut jusqu'à 13 m³ d'eau pour une plaque de 6 puces. »

— Vous êtes un spécialiste mondial des conflits liés à l'eau, après Sivers il y a quelques années, la tension, la violence sont montées d'un cran à Sainte-Soline ces derniers jours sur la question des bassins. Ce type de conflit, c'est ce qui vous attend ?
« Ce qui se passe à Sainte-Soline va se reproduire. Ce qui complique la chose, c'est qu'au-delà de la contestation environnementale, il y a une contestation sociale. C'est une forme d'agriculture contre une autre. L'eau est prise en otage de ce type de débat. Elle ne mérite pas cela. On retrouve le même type de contestation pour un projet de ligne à grande vitesse. La différence, c'est qu'à la rigueur, on peut se passer de la ligne à grande vitesse. Pas de l'eau. En tout cas nous allons droit vers des conflits d'usage. On le voit dans le Var où déjà le préfet n'autorise plus de maisons avec piscine sur l'Argens. Ailleurs c'est un projet d'usine consommatrice d'eau dont certains ne veulent pas. »

— Vous-même, que pensez-vous des méga-bassines à Sainte-Soline ?
« Je fais confiance au Bureau de recherches géologiques et minières (BRGM), qui a forcément inspiré la décision du préfet d'autoriser ce projet, lequel a dû consulter les études faites sur l'impact (1). S'il a estimé qu'à cet endroit le pompage hivernal ne se ferait pas au détriment des usages estivaux... Il y a derrière un débat sur la crédibilité de la parole scientifique. Si on n'écoute pas cette parole, qu'on ne s'écoute pas tout simplement et qu'on en arrive à la violence, c'est un vrai problème. Le politique manque, hélas, en France de culture scientifique et technique. »

— Quelles solutions ?
« Aujourd'hui il ne faut rien s'interdire. Et éviter de s'en remettre à l'irrationnel : cet été, des agriculteurs des Pyrénées-Orientales ont ressenti pour une procession la statue de saint Gaudérique. Le pire, c'est qu'il a plu ! Plus sérieusement, prenons le dessalement : je suis étonné que cette option ne soit pas davantage sur la table. Ne serait-ce que comme solution de secours. Sur l'île de Croix, cet été, on a dû implanter une unité de dessalement mobile. On faisait quoi sinon ? On interdisait aux gens de venir ? À Londres, on a construit une usine de dessalement pour les JO elle couvrait aujourd'hui 6 % des besoins de la ville. À Barcelone, c'est 20 % des besoins couverts, à Malte 100 %. À Ostende, une usine qui produit 12 000 m³ d'eau par jour a été ouverte il y a deux ans. Cette technologie a permis à Israël de ne plus rentrer en guerre. Dans les pays du Golfe, on dessale pour recharger les nappes et se constituer des réserves. Pourquoi ne se lance-t-on pas en France ? »

« Ce qui se passe à Sainte-Soline va se reproduire. Ce qui complique la chose, c'est qu'au-delà de la contestation environnementale, il y a une contestation sociale. »



— Mais le rejet des saumures en mer ne pose-t-il pas un problème environnemental ?
« Les technologies ont beaucoup évolué, on est passé de la distillation à la microfiltration. Les progrès sont colossaux depuis 20 ans. Et rejeter des saumures dans une mer fermée ou l'Atlantique, ce n'est pas la même chose. Créer des unités de dessalement dans les Hauts-de-France, le Sud-Ouest, sur le littoral languedocien aurait du sens. Je crois en tout cas en la science pour mieux gérer les saumures. »

— Vous militez pour davantage d'infrastructures...
« C'est indispensable pour augmenter notre offre en eau. Nous avons la chance d'avoir hérité d'infrastructures exception-



Les événements qui ont eu lieu à Sainte-Soline, dans les Deux-Sèvres, sont symptomatiques des prémices d'une « guerre de l'eau ». Le rassemblement organisé les 26 mars contre les méga-bassines a donné lieu à des batailles rangées entre des manifestants qui s'y opposent et les forces de l'ordre. La Ligue des droits de l'Homme, qui avait mandaté des observateurs sur les lieux, y a dénoncé « un usage immodéré et indiscriminé de la force » sur l'ensemble des manifestants.

nelles, 900 000 km de canalisations... Il nous faut les entretenir — on est à 20 % de niveau de fuite moyen en France — mais aussi les développer. Et il faut vite se décider car, entre le moment où on prend une décision de construire et la réalisation, il se passe dix ans. L'Espagne devrait nous servir d'exemple. Elle connaît la semi-aridité depuis 40 ans. Nous y arrivons à notre tour. Là-bas, on est déjà à 15 % des eaux usées recyclées, contre moins de 1 % en France, le président Macron visant 10 % en 2030 ! Il faut construire des retenues d'eau pour capter les pluies d'hiver, créer des réseaux d'interconnexions entre bassins. Et pour ça, ne pas hésiter à solliciter la Banque européenne d'investissement. Les Belges le font, pourquoi pas nous ? »

— Il faut agir sur la demande aussi...
« Évidemment. Et il y a un vrai sujet autour des eaux de confort et de loisirs. Je ne pense pas à la piscine municipale, collective, mais à celle que chacun veut avoir chez lui. Il y a un problème d'adéquation entre une ressource de plus en plus rare et des gens qui veulent de plus en plus de ressource à domicile. La démarche est très égotique. On perd le sens du collectif. Ce qui engendre déjà des conflits : cette année les atteintes aux piscines privées, avec des dégradations, ont explosé. Il y a une radicalisation. »

— Que pensez-vous du Plan sobriété eau lancé par le gouvernement ?
« Il était très attendu. Il arrive un peu tard mais le fait que ce soit le président en personne qui s'empare de la question montre à quel point l'enjeu est stratégique et sécuritaire. Tabler sur 10 % d'économie d'eau partout et pour tous en 2030 me paraît être un objectif atteignable. On aurait même pu être plus ambitieux. Après, ce plan joue davantage sur la demande et pas assez sur l'offre. Si Israël ne s'était basé que sur la demande, Israël n'existerait plus. »



« En France, le politique manque de culture scientifique et technique. »

— Les gens ne comprennent pas qu'il y a un risque sécheresse alors qu'il y a plu en novembre, en décembre, en mars : il y a un travail de pédagogie à faire ?
« C'est un vrai chantier. Et qui commence à l'école. Il faut que le grand public apprenne à respecter l'eau et ce, dès le plus jeune âge. C'est compliqué parce que le cycle de l'eau est invisible. Il faut leur apprendre ce qu'il y a derrière un simple robinet qui coule. Il y a une méconnaissance là-dessous. Et donc une culture collective à bâtir, qui doit passer par l'école, la famille... »

— Les préfets ont-ils assez de pouvoir à vos yeux ?
« Les préfets devraient être en mesure de mieux sanctionner les vols et détournements d'eau. Leur police de l'eau, instrument de prévention et de sanction, devrait être renforcée. Il faut multiplier cette présence sur le terrain. Au-delà, le préfet doit retrouver une vocation d'aménagement du territoire à l'échelle du bassin et de garant de la gestion concertée de l'eau. »

Le grand entretien 37

— Êtes-vous inquiet pour l'avenir et notre capacité à répondre à ces défis ?
« Je suis optimiste de cœur mais pessimiste de raison. Si on demande à tous de faire des efforts, si on se donne les moyens techniques, le savoir-faire, on peut s'en sortir. D'autant que nous avons la connaissance technique, de grands groupes au savoir-faire reconnu à l'international, qui ont de l'expérience. Et ce, même si nous manquons de main-d'œuvre, de profils techniques. La pénurie est là aussi. Là où je suis plus inquiet, c'est au-delà de la vision stratégique sur la volonté politique et, derrière, l'investissement public. On arrive à envoyer des modules sur Mars, mais aujourd'hui on serait incapable de refaire un canal de Provence. Voyez le temps qu'on met pour le canal Seine-Nord. »

— Les contestations aussi car établies en 2005, avant que le changement climatique ne change le donne.

BIO EXPRESS

Né à Vincennes en 1973, Franck Galland, 49 ans, est un des meilleurs spécialistes européens de la géopolitique de l'eau. Chercheur associé à la Fondation pour la recherche stratégique, il fut le directeur de la sûreté de Suez-Environnement. Il préside aujourd'hui Environmental Emergency & Security Service, cabinet spécialisé. Il est l'auteur de nombreux articles et ouvrages sur ces questions dont *L'eau, géopolitique, enjeux, stratégies* (CNRS Éditions, 168 p.) et *Le dernier, Guerre et Eau* (Robert Laffont — 168 p., mars 2021).

2074

Entrée du journal La Voix du Nord - Mercredi 5 avril 2023

La copie, la reproduction et la diffusion sont soumis aux droits d'auteurs et nécessitent une déclaration préalable, conformément aux dispositions du code de la propriété intellectuelle. (Art L.335-2 et L.335.3)